



Bureau Exécutif du CCRE, Bratislava, le 8 juillet 2016

Nous, les membres du Bureau Exécutif du Conseil des Communes et Régions d'Europe, représentant plus de 130.000 collectivités locales et régionales européennes réunies au sein d'associations nationales membres du CCRE, prenons acte, avec inquiétude, du choix démocratique exprimé par les électeurs du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, et des résultats du référendum dans les différentes régions du Royaume-Uni.

Nous souhaitons exprimer notre amitié et notre soutien à nos membres du Royaume-Uni. Dans ces moments de grande incertitude quant à l'avenir, l'invitation à poursuivre leur collaboration avec leurs homologues européens sonne comme un appel à maintenir les liens d'amitiés construits pendant les quarante dernières années. Prenant note de la diversité des résultats au sein des différentes régions du Royaume-Uni, nous nous engageons à apporter un soutien sans faille à chacune de nos associations pour conforter l'avenir qu'elles se choisiront en qualité de représentantes des gouvernements locaux.

Il y a plus de 60 ans, le CCRE a été fondé par des élus locaux qui aspiraient à contribuer à la création d'une Europe unie, prospère et en paix. Aujourd'hui, nous regroupons plus de 60 associations nationales de 41 pays et notre ambition reste intacte.

Ce référendum marque un tournant pour l'Union européenne dont les conséquences se feront vraisemblablement sentir pendant de nombreuses années, bien au-delà de notre continent.

Pour les élus locaux et régionaux engagés dans la construction européenne, c'est le moment de rappeler l'importance de construire une Europe plus proche des aspirations de ses citoyens les plus modestes, une Europe où les territoires sont des partenaires engagés et respectés de la construction européenne. En outre, défendre la démocratie locale et soutenir l'amélioration des services publics locaux en Europe reste une priorité essentielle pour nous tous^[1]. Des chefs d'Etats et de gouvernements, nous attendons qu'ils comprennent la nécessité de coopérer avec nous pour promouvoir une Europe dont les aspirations des citoyens forment le cœur de ses priorités.

Afin de répondre au mieux aux défis majeurs auxquels nous sommes confrontés en Europe, il convient de se baser sur les principes démocratiques, adoptés d'un commun accord, qui représentent l'aboutissement des efforts déployés après les ravages causés par deux guerres mondiales et la chute du rideau de fer, et qui ont conduit à la création de l'Union européenne actuelle.

Le résultat du vote au Royaume-Uni nous rappelle opportunément à tous ce qui a été réalisé grâce à la construction européenne : la défense des valeurs communes, la paix, la liberté, l'état de droit et la liberté de mouvement - les piliers sur lesquels se fonde le projet européen.

Des programmes tels qu'« Europe pour les citoyens » ou « Erasmus » qui offrent la possibilité aux européens de se rencontrer, d'échanger et de se comprendre les uns les

^[1] En contribuant aux travaux de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et de l'OCDE et au niveau mondial en participant aux négociations sur le changement climatique, l'accomplissement des Objectifs de Développement Durable et la préparation et le suivi d'Habitat III



Conseil des Communes et Régions d'Europe
Section européenne de Cités et Gouvernements Locaux Unis

autres, jouent un rôle crucial dans l'affirmation d'une identité européenne ; ils doivent désormais être renforcés et développés.

Ne renonçons pas ! Si nous savons nous en saisir, la situation actuelle peut nous donner l'opportunité de construire un projet européen qui réponde aux aspirations des générations futures.